EYB2019REP2813

Repères, Juillet, 2019

Shaun E. FINN*

Commentaire sur la décision L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal c. J.J. – La désolante complexification des critères d'autorisation

Indexation

RESPONSABILITÉ CIVILE

TABLE DES MATIÈRES

[INTRODUCTION](#)[I– LES FAITS](#)[II– LES DÉCISIONS](#)[A. L'historique judiciaire](#)[1. La décision de la Cour supérieure du Québec](#)[2. L'arrêt de la Cour d'appel du Québec](#)[B. La décision majoritaire de M. le juge Brown, à l'opinion duquel souscrivent les juges Abella, Moldaver, Karakatsanis et Martin](#)[1. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard de la décision du juge de première instance](#)[2. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard de la condition relative au caractère commun des questions \(art. 575\(1^o\) C.p.c.\)](#)[3. L'intervention de la Cour d'appel relative au caractère suffisant des faits allégués \(art. 575\(2^o\) C.p.c.\)](#)[4. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard du critère lié au statut du Demandeur comme représentant des membres du groupe \(art. 575\(4^o\) C.p.c.\)](#)[5. La décision de la Cour d'appel autorisant l'exercice de l'action collective contre la Congrégation et l'Oratoire était-elle justifiée en vertu des articles 575\(1\) et 575\(2\) C.p.c. ?](#)[a\) Le lien entre l'Oratoire et la Congrégation](#)[b\) Le caractère commun des questions \(art. 575\(1^o\) C.p.c.\)](#)[c\) Le caractère suffisant des faits allégués \(art. 575\(2^o\) C.p.c.\)](#)[d\) Le fait que seul l'Oratoire soit poursuivi aux côtés de la Congrégation](#)[C. La décision du Juge Gascon, dissident en partie, à l'opinion duquel souscrivent le juge en chef Wagner et le juge Rowe](#)[1. Le délai de prescription de trois ans – Le régime de l'article 2926.1 C.c.Q.](#)[2. L'action collective contre la Congrégation](#)[3. L'action collective contre l'Oratoire](#)[D. La dissidence de la juge Côté](#)[1. Les principes généraux](#)[2. L'absence d'une cause défendable à l'encontre de la Congrégation](#)[3. Le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 2926.1 C.c.Q.](#)[III– LE COMMENTAIRE DE L'AUTEUR](#)[CONCLUSION](#)

Résumé

L'auteur commente cet arrêt dans lequel la Cour suprême, à la majorité, confirme une décision d'appel autorisant une action collective contre des institutions religieuses en matière d'agression sexuelle.

INTRODUCTION

Un des rôles principaux d'une cour d'appel – et, *a fortiori*, du plus haut tribunal du pays qu'est la Cour suprême – est de clarifier le droit pour les instances inférieures, les praticiens et les justiciables ainsi que les citoyens ordinaires. En effet, selon l'article 3 de la *Loi sur la Cour suprême*, cette Cour est le tribunal « propre à améliorer l'application du droit canadien »¹. Dans *L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal c. J.J.*² toutefois, bien que les juges majoritaires et dissidents s'entendent sur la terminologie applicable aux critères de l'article 575 C.p.c., leur interprétation de ceux-ci est divergente, de sorte que les trois juges civilistes et les cinq des six juges de *common law* préconisent une conception différente de l'autorisation. Alors que cet arrêt aurait pu améliorer la compréhension et l'application des conditions énoncées par le législateur, il vient brouiller les cartes dans un domaine de droit qui occupe une place progressivement importante. Que l'action collective fasse maintenant partie d'un débat public et se voie qualifiée, dans certains des médias, comme « fardeau pour le système judiciaire », amplifie les enjeux davantage³.

I– LES FAITS

J.J. (le « demandeur »), sous le couvert de l'anonymat, affirme avoir été abusé sexuellement lorsqu'il fréquentait l'école primaire Notre-Dame-des-Neiges de 1951 à 1955 par deux membres, maintenant décédés, de la communauté religieuse mieux connue aujourd'hui comme la Congrégation de Sainte-Croix⁴.

Le demandeur allègue avoir gardé le silence sur ces agressions pendant plusieurs décennies et avoir été sérieusement affecté par celles-ci⁵. En 2011, après avoir visionné un reportage diffusé dans le cadre de l'émission *Enquête* de Radio-Canada portant sur des agressions sexuelles commises par des membres de la Congrégation sur des mineurs pendant qu'ils étudiaient au Collège Notre-Dame du Sacré-Coeur, le demandeur aurait pris connaissance du fait que son préjudice serait attribuable aux agressions qu'il aurait subies⁶.

En 2013, il demande l'autorisation d'exercer une action collective contre la Province canadienne de la Congrégation de Sainte-Croix (la « Congrégation »)⁷ et l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal (« Oratoire »)⁸ (collectivement les « appelants »), et ce, « au nom de toutes les victimes d'agressions sexuelles qui, depuis 1940, auraient été commises au Québec dans divers établissements par des frères et des pères membres de la communauté religieuse connue sous le nom de congrégation de

Sainte-Croix »⁹.

Le demandeur reproche aux appelants « de ne pas avoir agi pour faire cesser les abus sexuels commis par les membres de la Congrégation » en plus « d'avoir incité les victimes à ne pas dénoncer ces abus »¹⁰. Pour ce faire, il s'appuie sur un DVD du reportage de l'émission *Enquête*, des articles scientifiques et un tableau des présumées victimes¹¹.

Selon le demandeur, les appelants, même s'ils étaient au courant des abus sexuels, auraient décidé de les ignorer et de les étouffer au détriment des enfants mineurs qui en ont été victimes¹², et auraient ainsi « placé leurs intérêts au-dessus de ceux des enfants mineurs, en violation de leur intégrité morale, spirituelle et physique, ce qui justifierait l'octroi de dommages-intérêts punitifs » au demandeur et aux membres du groupe de la demande¹³.

Comme les appelants exercent un pouvoir de contrôle sur les activités de leurs membres et auraient permis que ces abus se poursuivent, le demandeur soutient qu'ils doivent être tenus responsables des abus commis à titre de commettants des frères et des pères¹⁴.

Les appelants, quant à eux, s'opposent à l'autorisation d'une action collective. Plus particulièrement, la Congrégation fait valoir que, comme elle n'a été constituée en personne morale qu'en 2008, elle ne saurait être tenue responsable d'actes qui, pour la plupart, auraient été commis avant sa constitution¹⁵. Elle soutient que le demandeur « aurait plutôt dû poursuivre la Corporation Jean-Brillant — une personne morale qui existait à l'époque des faits sous le nom "Les Frères de Sainte-Croix", mais qui ne fait aujourd'hui état d'aucun établissement ni d'aucun employé, et qui n'a pas pour objets d'organiser, d'administrer et de maintenir une congrégation religieuse »¹⁶.

L'Oratoire prétend n'avoir aucun lien de droit avec la Congrégation¹⁷, mais soutient plutôt être « une entité distincte ayant comme seule mission d'exploiter et d'entretenir ce lieu de culte »¹⁸. Selon elle, les allégations de la demande et les pièces déposées sont des reproches « d'ordre générique et non factuel »¹⁹. Le demandeur, en désignant le lieu physique appartenant à l'Oratoire comme étant un endroit où se seraient produites certaines des agressions alléguées, ne peut mener à la conclusion que le commettant du membre de la Congrégation qui lui aurait agressé serait l'Oratoire²⁰.

Enfin, les appelants prétendent que l'action personnelle du demandeur est irrémédiablement déchuée en raison du délai de prescription de trois ans prévu à l'article [2926.1](#), al. 2 C.c.Q. relativement à la réparation du préjudice corporel en cas de décès de l'auteur de l'acte.

II- LES DÉCISIONS

A. L'historique judiciaire

1. La décision de la Cour supérieure du Québec

En première instance²¹, l'honorable Julien Lanctôt refuse l'autorisation de l'action collective, étant d'avis qu'aucun des quatre critères de l'article [575](#) C.p.c. n'est rempli, et ce, pour les motifs suivants :

- Le demandeur ne démontre pas que l'action soulève des questions de faits ou de droits identiques, similaires ou connexes, selon l'article [575\(1^o\)](#) C.p.c., mais vise plutôt un nombre indéterminé d'endroits et d'agresseurs ce qui nécessite une analyse juridique et une appréciation des faits propre à chaque partie²² ;
- Le demandeur ne fait état d'aucun fait expliquant pourquoi la Congrégation et l'Oratoire sont visés par la demande d'autorisation ni des faits appuyant la conclusion qu'ils auraient commis une faute à l'égard des membres du groupe, selon l'article [575\(2^o\)](#) C.p.c., puisque la Congrégation est constituée en 2008, soit nombreuses années après les faits reprochés. La demande d'autorisation est également « silencieuse à l'égard de l'implication de l'Oratoire » ;
- La composition du groupe visé est trop large et une définition trop vague est proposée par le demandeur, contrairement à l'exigence de l'article [575\(3^o\)](#) C.p.c. ; et
- Le demandeur ne démontre pas en quoi il serait le représentant adéquat pour les membres du groupe, puisqu'il n'a fait aucune tentative pour rejoindre les membres potentiels du groupe et ne démontre aucune initiative dans les démarches initiales (art. [575\(4^o\)](#) C.p.c.)²³.

La question de la prescription prévue à l'article [2926.1](#), al. 2 C.c.Q. n'est pas examinée par le juge Lanctôt, car selon la majorité de la Cour d'appel, « ce moyen comportait une question de fait litigieuse relativement à l'impossibilité d'agir de J.J. »²⁴. Cet élément est seulement débattu à l'étape des plaidoiries devant la Cour d'appel²⁵.

2. L'arrêt de la Cour d'appel du Québec

La Cour d'appel²⁶ infirme le jugement en première instance et autorise l'exercice de l'action collective contre les deux appelants.

Les juges majoritaires confirment que le juge de première instance avait interprété de manière trop restrictive l'article [575](#) C.p.c.²⁷ et aurait dû prendre en considération le contexte particulier de l'affaire.

Ils estiment également que :

- Il existe au moins une question commune qui favorisera de manière non négligeable le sort du litige (art. [575\(1^o\)](#) C.p.c.) ;
- Les allégations et les pièces déposées par le demandeur supportent les conclusions en responsabilité directe et pour le fait d'autrui recherchées, tant à l'égard de la Congrégation que l'Oratoire²⁸ (art. [575\(2^o\)](#) C.p.c.) ;
- Le tableau des victimes suffit à l'étape de l'autorisation pour justifier la composition dite « large » du groupe recherché²⁹ (art. [575\(3^o\)](#) C.p.c.) ; et
- L'engagement du demandeur est suffisant pour satisfaire au seuil minimal requis à titre de représentant pour le compte du groupe proposé (art. [575\(4^o\)](#) C.p.c.)³⁰.

Quant au moyen de défense fondé sur la déchéance du recours, la majorité estime qu'il n'est pas « opportun de se prononcer de façon définitive » à l'étape de l'autorisation, car une analyse de la preuve est nécessaire pour y parvenir, et seul le juge du fond pourra en déterminer le bien-fondé et conclure, le cas échéant, si le recours est effectivement prescrit en vertu de l'article [2926.1](#) C.c.Q.

Les motifs concordants de la juge Marcotte précisent qu'elle aurait rejeté l'appel de l'Oratoire puisque, à son avis, il n'existe aucune allégation de fait dans la demande d'autorisation qui puisse soutenir « une faute *directe* ou une responsabilité du fait d'autrui » à son égard, mais se limite plutôt au fait que « les agressions auraient été perpétrées sur les lieux » de l'Oratoire³¹. Selon elle, le « seul fait d'alléguer que des agressions sexuelles auraient eu lieu sur le site de l'Oratoire ne saurait être suffisant pour mettre en cause la responsabilité civile de celui-ci »³².

B. La décision majoritaire de M. le juge Brown, à l'opinion duquel souscrivent les juges Abella, Moldaver, Karakatsanis et Martin

Le juge Brown³³, pour la majorité, estime que la décision de la Cour d'appel autorisant l'exercice de l'action collective contre la Congrégation et l'Oratoire n'est entachée d'aucune erreur révisable et qu'il n'y a aucune raison qui justifierait la Cour de l'infirmier³⁴.

L'opinion majoritaire souscrit à l'analyse du juge Gascon concernant l'article 2926.1 C.c.Q. selon laquelle l'action personnelle du demandeur n'est ni déchuë ni prescrite, au motif que le second alinéa de cet article ne crée aucun délai de déchéance.

L'analyse des motifs de la majorité sera traitée dans les sections suivantes.

1. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard de la décision du juge de première instance

La majorité rappelle que lorsque la Cour d'appel doit rendre une décision portant sur une demande d'autorisation, la Cour d'appel « ne détient qu'un pouvoir limité d'intervention », et doit ainsi « faire preuve de déférence envers la décision du juge d'autorisation »³⁵ et n'interviendra que si le juge d'autorisation a commis une erreur de droit ou si son appréciation des critères énoncés à l'article [575] C.p.c. est manifestement non fondée »³⁶.

La majorité rappelle également qu'« en présence d'une erreur de droit ou d'une appréciation manifestement non fondée de la part du juge d'autorisation à l'égard d'un critère prévu à l'article [575] C.p.c., la Cour d'appel peut uniquement substituer son appréciation pour ce critère et non pour les autres »³⁷, puisque l'appréciation du respect des conditions d'autorisation demeure discrétionnaire.

Citant les arrêts *Infineon* et *Vivendi*, la majorité réitère l'importance du rôle de filtrage qu'à le juge de première instance à l'étape de l'autorisation d'une action collective, qui doit « simplement » s'assurer que le demandeur satisfait aux quatre conditions énoncées à l'article 575 C.p.c. Il s'agit d'une question « purement procédurale » et le juge ne doit pas « se pencher sur le fond du litige »³⁸. Lorsqu'il outrepassé son rôle, il commet une erreur de droit justifiant l'intervention de la Cour d'appel.

À cet égard, la majorité confirme que les tribunaux privilégient une « interprétation et application larges des critères d'autorisation (...) la jurisprudence a clairement voulu faciliter l'exercice d'actions collectives comme moyen d'atteindre le double objectif de la dissuasion et de l'indemnisation des victimes »³⁹.

2. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard de la condition relative au caractère commun des questions (art. 575(1^o) C.p.c.)

La majorité confirme que le juge de la Cour supérieure a erré dans son analyse de la condition relative au caractère commun des questions prévues à l'article 575(1^o) C.p.c. en insistant sur les différences entre les membres du groupe.

À l'étape de l'autorisation, le juge Brown, citant le paragraphe 72 de la décision *Infineon*, rappelle que « le seuil nécessaire pour établir l'existence des questions communes à l'étape de l'autorisation est peu élevé »⁴⁰.

La majorité conclut que tous les membres du groupe avaient manifestement intérêt à ce qu'au moins une question commune soit tranchée pour faire « progresser le règlement du litige pour l'ensemble des membres du groupe » et qui ne « jouerait pas un rôle négligeable », à savoir la responsabilité de la Congrégation pour les agressions commises sur des enfants par ses membres qui exercent des activités « auprès d'enfants avec le consentement ou sous l'autorité des dirigeants de la Congrégation »⁴¹.

Plus particulièrement, il est question « de la responsabilité découlant de la faute *directe* (...) de la Congrégation fondée sur une prétendue négligence "systémique" à l'égard des agressions qui auraient été commises par ses membres sur des enfants »⁴².

La Cour d'appel est donc fondée à substituer son appréciation à celle du juge en première instance.

3. L'intervention de la Cour d'appel relative au caractère suffisant des faits allégués (art. 575(2^o) C.p.c.)

Le juge en première instance est d'avis qu'il n'y a pas de « faits précis et palpables » allégués dans la demande d'autorisation qui soutiennent l'argument du demandeur selon lequel la « Congrégation avait connaissance des agressions qui auraient été commises par ses membres sur des enfants »⁴³. Il écarte également des éléments de preuve en se penchant sur leur valeur probante⁴⁴.

Selon la Cour suprême, le juge en première instance n'a pas respecté son rôle de filtrage en se penchant sur le fond du différend⁴⁵ et en concluant qu'il n'y a pas de faits « précis et palpables » allégués dans la demande d'autorisation.

Cette erreur se manifeste également lorsqu'il écarte certaines des pièces déposées en preuve qui, selon lui, (i) constituent « des documents d'opinion »⁴⁶, (ii) que les informations contenues dans le DVD de l'émission *Enquête* ne sont d'aucune utilité pour les fins du recours⁴⁷ (art. 575(2^o) C.p.c.), et (iii) que le tableau des victimes a peu de valeur probante puisque les procureurs du demandeur ont participé à sa préparation⁴⁸.

Ces éléments de preuve sont, de l'avis de la majorité, pertinents pour l'affaire et le DVD étayait l'allégation de la connaissance des abus sexuels et le refus d'agir des officiers de la Congrégation⁴⁹. La majorité rappelle qu'à l'étape de l'autorisation, il faut tenir pour avéré le fait que « tous les agresseurs présumés dénoncés au tableau des victimes sont des membres de la Congrégation »⁵⁰.

De surcroît, compte tenu des opinions d'un article scientifique, la majorité conclut que la Cour supérieure commet une erreur en « accordant une si grande importance à l'absence, dans la demande elle-même, de faits "concrets", "précis" ou "palpables", allégués au soutien de la prétention de J.J. selon laquelle la Congrégation avait connaissance des agressions »⁵¹. Néanmoins, le juge refuse de considérer le contenu de cet article scientifique qui aurait démontré « qu'une contrainte morale, provenant de la relation d'autorité entre le prêtre et l'enfant, est souvent la cause de l'absence de dénonciation des abus »⁵².

La majorité souscrit à la conclusion de la Cour d'appel voulant que « la simple preuve *prima facie* selon laquelle près d'une trentaine de membres de la Congrégation (...) se sont adonnés à des sévices sexuels sur des enfants mineurs sur une période de temps importante, dénote l'existence probable d'un *modus operandi* chez les agresseurs »⁵³.

Plus précisément, la combinaison d'éléments de preuve, soit : i) le nombre d'agressions signalées dans le tableau des victimes ; ii) le nombre de membres religieux impliqués ; iii) la durée et la période couverte ; et iv) le nombre d'endroits où des agressions auraient eu lieu⁵⁴, soutiennent le syllogisme juridique qu'« il y aurait lieu lors de l'audition de l'action sur le fond d'en tirer l'inférence que la Congrégation savait ou ne pouvait ignorer que certains de ses membres se livraient à des agressions sur des enfants »⁵⁵.

Finalement, la majorité confirme que les faits allégués dans la demande d'autorisation paraissent justifier l'octroi de l'autorisation d'exercer une action collective contre la Congrégation en l'espèce, et la Cour d'appel est donc fondée à substituer son appréciation à celle du juge en première instance.

4. L'intervention de la Cour d'appel à l'égard du critère lié au statut du Demandeur comme représentant des membres du groupe (art. 575(4^o) C.p.c.)

À l'égard du caractère adéquat du demandeur à titre de représentant du groupe, le juge de la Cour supérieure conclut que ce dernier n'a pas la compétence nécessaire pour représenter correctement les membres du groupe, car il n'a pas personnellement pris des mesures pour vérifier les institutions où les prétendues agressions avaient

eu lieu et le nombre de personnes faisant partie du groupe proposé.

La majorité déclare que cette conclusion constitue une erreur révisable ayant eu une influence sur l'analyse des autres critères, y compris la composition du groupe prévue à l'article 575(3^o) C.p.c.

À cet égard, trois critères doivent guider les tribunaux dans leur analyse de l'art. 575(3^o) C.p.c. :

- 1) l'intérêt du représentant à poursuivre ;
- 2) la compétence du représentant ; et
- 3) l'absence de conflit avec les membres du groupe⁵⁶.

La majorité rappelle qu'« il y a lieu d'interpréter ces trois critères « de façon libérale » et qu'ainsi « [a]ucun représentant proposé ne devrait être exclu, à moins que ses intérêts ou sa compétence ne soient tels qu'il serait impossible que l'affaire survive équitablement »⁵⁷.

Dans ce type d'action collective, il est parfaitement normal, selon la majorité, que les victimes d'agression sexuelle jouissent du droit à l'anonymat et que le contact avec les membres soit maintenu principalement par l'intermédiaire des avocats du représentant du demandeur⁵⁸.

En somme, la majorité conclut que la Cour d'appel avait raison de substituer son appréciation à celui du juge en première instance.

5. La décision de la Cour d'appel autorisant l'exercice de l'action collective contre la Congrégation et l'Oratoire était-elle justifiée en vertu des articles 575(1) et 575(2) C.p.c. ?

Les conditions prévues aux paragraphes 575(1^o) et 575(2^o) C.p.c. sont les seules conclusions contestées par l'Oratoire⁵⁹. Cette dernière conteste également « l'existence de tout lien entre l'Oratoire et la Congrégation »⁶⁰.

a) Le lien entre l'Oratoire et la Congrégation

Le demandeur prétend dans sa demande d'autorisation que la Congrégation a fondé l'Oratoire, en vertu de la *Loi constituant en corporation l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal*⁶¹, et que « les affaires de l'Oratoire sont administrées par cinq directeurs qui sont tous membres de la Congrégation »⁶².

La majorité rappelle que la Cour d'appel, tant dans l'opinion majoritaire que l'opinion dissidente, convient que l'Oratoire est administré par des membres de la Congrégation⁶³. La juge dissidente conteste tout simplement la conséquence juridique qui découle de ce fait⁶⁴.

En cas de doute quant à l'existence d'un lien de droit entre ces deux entités, l'Oratoire pourra, lors de l'audition sur le fond, « présenter une défense afin de nier l'existence de tout lien entre lui et la Congrégation », mais, à l'étape de l'autorisation, les tribunaux ne doivent pas considérer « les moyens de défense qui pourraient être soulevés à cet égard »⁶⁵, puisque le juge doit tenir pour avérés les faits de la demande pour autorisation⁶⁶.

Si, au stade de l'autorisation, il subsiste un doute, celui-ci doit bénéficier au demandeur et le juge doit autoriser l'action collective⁶⁷ :

[42] (...) Cette approche marquée par la prudence est justifiée par le principe voulant que le *seul* fait d'être désigné défendeur à une action collective ne constitue pas *en soi* un préjudice irréparable, puisque le juge du fond conserve toute la latitude requise afin de rejeter l'action sur la foi de toute la preuve entendue (...)

b) Le caractère commun des questions (art. 575(1^o) C.p.c.)

La majorité soulève par ailleurs que le critère de la communauté des questions établi dans l'arrêt *Vivendi* suggère une analyse « moins exigeante » en droit québécois « que celle appliquée dans les provinces de common law »⁶⁸.

À cet égard, la Cour souscrit à l'argument du demandeur suivant lequel « le fait que les membres du groupe n'aient pas tous une cause d'action personnelle contre l'Oratoire ne constitue pas un obstacle à l'autorisation de l'exercice de l'action collective contre celui-ci »⁶⁹, ce qui est vivement contesté par l'Oratoire.

L'Oratoire quant à lui affirme, en citant *Vivendi*, qu'« une question sera considérée comme commune si elle permet de faire progresser le règlement de la réclamation de chacun des membres du groupe »⁷⁰, donc une interprétation plus stricte de la communauté des questions.

La Cour suprême ne partage pas cet avis⁷¹.

En établissant que les administrateurs de l'Oratoire étaient au courant des allégations d'abus sexuels sur des mineurs et auraient sciemment et consciemment choisi d'ignorer cet abus ou de le faire taire, il est possible de démontrer qu'il s'agit d'une responsabilité *directe* de l'Oratoire.

Par conséquent, et pour reprendre les paroles du juge Brown, « la question des fautes prétendument commises par les membres de la Congrégation était indéniablement commune à tous les membres du groupe »⁷².

Selon la majorité, l'Oratoire était clairement « sous la gouverne de la Congrégation non seulement en raison du fait que tous les administrateurs de l'Oratoire étaient à l'époque des faits membres de la Congrégation, mais aussi en raison « de la relation hiérarchique temporelle et spirituelle qui unit inévitablement le religieux à sa communauté religieuse et des privilèges (...) et pouvoirs extraordinaires (...) à l'égard de ses membres »⁷³.

Or, toute constatation de responsabilité *directe* de l'Oratoire fait avancer l'action de chaque membre du groupe⁷⁴, notamment afin de démontrer « l'existence d'une négligence systémique au sein de la Congrégation »⁷⁵. Il n'y a donc pas lieu pour le tribunal à l'étape de l'autorisation de se prononcer sur le « bien-fondé en droit des conclusions en regard des faits allégués »⁷⁶.

[55] (...) En l'espèce, il suffit de constater que la question de la responsabilité directe de la Congrégation à l'égard des abus sexuels qui auraient été commis par ses membres sur des enfants est difficilement distinguable de la question de la responsabilité directe de l'Oratoire — lequel n'est que l'un des multiples *visages* de la Congrégation — à l'égard des *mêmes* abus sexuels qui auraient été commis par les membres de la *même* communauté religieuse sur des enfants. Dans la mesure où il ne s'agit pas de « questions de droit ou de fait identiques », il s'agit certainement à tout le moins de questions « similaires » ou « connexes » visées à l'art. 575(1) C.p.c. (...)

Néanmoins, la Cour soulève qu'elle ne serait « peut-être » pas arrivée à la même conclusion si nous étions en présence de deux sociétés par actions, mais s'abstient de se prononcer puisque l'Oratoire et la Congrégation sont des personnes morales « particulières »⁷⁷.

c) Le caractère suffisant des faits allégués (art. 575(2^o) C.p.c.)

La Cour rappelle que le fardeau applicable à l'autorisation quant au deuxième critère repose sur la démonstration par le demandeur de l'existence « d'une cause défendable » eu égard aux faits et au droit applicable ⁷⁸.

Le demandeur n'a qu'à démontré « une simple possibilité d'avoir gain de cause sur le fond, pas même une possibilité réaliste ou raisonnable » ⁷⁹.

Il s'agit d'un simple fardeau de « démonstration » du caractère soutenable du syllogisme juridique proposé ⁸⁰ :

[58] (...) Le seuil de preuve prévu à l'art. 575(2) C.p.c. est quant à lui plus utilement défini par ce qu'il n'est pas. Premièrement, le demandeur n'est pas tenu d'établir l'existence d'une cause défendable selon la norme de preuve applicable en droit civil, soit celle de la prépondérance des probabilités : en fait, le seuil de preuve requis pour établir l'existence d'une cause défendable est « beaucoup moins exigeant » : *Infineon*, par. 127 ; voir aussi par. 65, 89 et 94. Deuxièmement, il n'est pas nécessaire, contrairement à ce qui est exigé ailleurs au Canada, que le demandeur démontre que sa demande repose sur un « fondement factuel suffisant » : *Infineon*, par. 128.

Selon la majorité, il est possible que la preuve présentée au soutien de la demande d'autorisation contienne des faits « concrets », « précis » ou « palpables », lesquels sont susceptibles d'établir l'existence d'une cause défendable, et ce, « en dépit du caractère apparemment “vague”, “général” ou “imprécis” des allégations de la demande » ⁸¹ :

[61] (...) Je tiens à préciser ici — et cela dit avec égards pour l'opinion contraire — qu'il ne me semble pas tout à fait exact d'affirmer, comme le fait la juge Côté au par. 203 de ses motifs, que son « différend » avec le juge Gascon porte essentiellement sur l'« application » à l'espèce du critère applicable à la condition prévue à l'art. 575(2) C.p.c., et non sur son « interprétation ». La juge Côté estime qu'écarter les demandes frivoles ou manifestement mal fondées ne constitue pas le « critère retenu par le législateur », mais seulement « l'un des objectifs du processus d'autorisation » (par. 206), alors que le juge Gascon énonce plutôt de façon claire — et correcte selon moi — qu'il « suffit » que la demande de J.J. ne soit « ni insoutenable, ni frivole » (par. 163).

Le juge Brown se prononce au paragraphe 62 sur les « souhaits exprimés » par certains juristes à voir les balises de l'article 575 C.p.c. énoncées dans *Infineon* et *Vivendi* révisées. Malgré que la Cour convient que le processus d'autorisation ne doit pas être réduit à « une simple formalité », tel qu'il est soulevé par la juge dissidente, elle conclut que le demandeur atteint le seuil minimal requis et démontre une « cause défendable » :

[62] (...) Je conviens cependant avec ma collègue la juge Côté que le fardeau d'établir une « cause défendable » — quoique peu élevé — « existe » et « doit être franchi par le demandeur » : motifs de la juge Côté, par. 205, se référant à *Sofo*, par. 24. Ainsi, il faut éviter de réduire le processus d'autorisation à « une simple formalité » : motifs de la juge Côté, par. 206. Toutefois, à l'instar de la Cour d'appel, je suis d'avis que J.J. a satisfait en l'espèce au seuil de preuve et au seuil légal prévus à l'art. 575(2) C.p.c., comme je m'approprie à le démontrer.

La cause d'action personnelle du demandeur contre l'Oratoire n'est pas fondée sur une « prétendue responsabilité « absolue » (i.e. sans faute) découlant du seul fait que l'Oratoire est propriétaire d'un lieu où des agressions auraient été commises ⁸², mais repose sur la responsabilité en tant que faute *directe* en négligeant de faire cesser les abus sexuels et/ou en les camouflant ⁸³, et ce, eu égard aux deux volets suivants : i) manquement à un devoir de dénonciation ou de protection, et ii) omission de prendre les mesures qui s'imposent afin de prévenir ou de faire cesser les abus ⁸⁴, allégations que la juge dissidente en Cour d'appel a qualifiées de « reproche d'ordre générique (et non factuels) ».

Toutefois, la majorité convient qu'il faut les analyser « à la lumière du contexte spécifique » et de la preuve à son soutien ⁸⁵ :

[64] (...) Les allégations de faute visant l'Oratoire ne sont d'ailleurs pas formulées « dans l'abstrait » : elles s'appuient sur la trame factuelle sous-jacente, laquelle consiste en des allégations d'agressions sexuelles qui auraient été commises régulièrement à l'Oratoire sur une période de plusieurs années et sur plusieurs victimes, ce qui *en soi* est « suspect » et rend « possible » l'existence d'une faute imputable à l'Oratoire. Les agressions sexuelles ont d'ailleurs *toujours* été des fautes automatiquement constitutives de préjudices graves : Langevin et Des Ros. De plus, les allégations apparemment générales de J.J. visant l'Oratoire trouvent en l'espèce appui dans une « certaine preuve » au sens de l'arrêt *Infineon* : par. 134.

Selon la majorité, il n'est pas « insoutenable », sur la base d'une « certaine preuve », que l'Oratoire, ou ses administrateurs, « savaient ou auraient dû savoir que des agressions étaient supposément commises à l'Oratoire sur des enfants par des membres de la Congrégation », et ce, lors des activités étant sous la responsabilité de l'Oratoire ⁸⁶. Ce sont des éléments « précis et palpables » soutenus par le tableau des victimes en tant qu'élément de preuve ⁸⁷.

La Cour note également de passage que cinq victimes se sont manifestées lors des procédures et prétendent avoir été agressées à l'Oratoire, « sur une période de douze ans par trois ou quatre membres de la Congrégation » ⁸⁸.

Ceci est suffisant à cette étape-ci, selon la majorité, afin de démontrer la connaissance des membres des agressions ayant eu lieu et il n'est pas nécessaire d'imposer au demandeur le fardeau de démontrer que l'Oratoire (ou ses administrateurs) « avaient une connaissance réelle ou subjective des agressions qui auraient commises à l'Oratoire » ⁸⁹.

Selon le juge Brown, le fait que certains éléments de preuve ne mentionnent pas de manière explicite l'Oratoire « ne constitue pas un empêchement » pour l'autorisation de l'action collective à son égard ⁹⁰.

La majorité estime que les allégations et les pièces au soutien de la demande d'autorisation du demandeur contre la Congrégation et contre l'Oratoire « ne peuvent tout simplement pas être distinguées » de « quelque façon pertinente » sur le plan juridique ⁹¹.

Les propos du juge Brown au paragraphe 76 résument bien l'argumentaire au soutien de cette position qui s'efforce d'écarter l'exercice de comparaison de la force relative des causes d'action, puisqu'elles « portent sur l'autorité des dirigeants de la communauté religieuse connue sous le nom de congrégation de Sainte-Croix à l'égard de ses membres » :

[76] (...) Or, non seulement les administrateurs de l'Oratoire étaient-ils tous *des membres* de la Congrégation, mais certains d'entre eux étaient même possiblement *des dirigeants* de la Congrégation, donc en situation d'autorité (et en mesure d'exercer un pouvoir de contrôle) à l'égard des membres de la Congrégation qui oeuvraient à l'Oratoire ou y exerçaient des activités auprès d'enfants (...).

Somme toute, s'il demeure un doute après ces analyses, celui-ci « doit bénéficier au demandeur » ⁹² et « les tribunaux devraient pécher par excès de prudence et autoriser l'action en cas de doute quant au respect de la norme » ⁹³.

d) Le fait que seul l'Oratoire soit poursuivi aux côtés de la Congrégation

L'Oratoire prétend que le recours exercé à son égard « est incohérent[e], car aucun autre propriétaire de lieu où des agressions auraient été commises par des membres de la Congrégation n'est poursuivi » ⁹⁴, argument auquel souscrit le juge Gascon, la juge dissidente de la Cour d'appel ainsi que le juge de première instance.

Toutefois, la majorité conclut que la responsabilité de l'Oratoire « n'est pas recherchée à titre de propriétaire d'un lieu où des agressions auraient été commises », mais est plutôt fondée sur « la responsabilité découlant de sa faute directe » et que « l'Oratoire était contrôlé par des membres de la Congrégation à l'époque des faits » ⁹⁵.

En regard de la situation personnelle du demandeur, la majorité réitère que, contrairement aux propos de la juge dissidente de la Cour d'appel et du juge de première

instance, le fait que seul l'Oratoire est poursuivi avec la Congrégation démontre que « c'est la situation individuelle de la personne désignée qui doit être examinée à ce stade du recours »⁹⁶. Or, le demandeur a seulement une cause d'action contre la Congrégation et l'Oratoire⁹⁷.

En effet, au moment où le demandeur dépose sa demande en autorisation (en 2013), l'arrêt *Banque de Montréal c. Marcotte*⁹⁸ (rendu le 19 septembre 2014) venant préciser l'état du droit québécois selon que le représentant n'est pas tenu d'avoir une cause d'action personnelle contre chaque défendeur, n'était pas rendu, et donc, selon la Cour, il est injuste d'opposer cet argument au Demandeur⁹⁹.

C. La décision du Juge Gascon, dissident en partie, à l'opinion duquel souscrivent le juge en chef Wagner et le juge Rowe

Selon le juge Gascon, la demande d'action collective contre la Congrégation doit être autorisée, et celle contre l'Oratoire doit être rejetée.

De surcroît, selon lui, le recours du demandeur n'est ni déchu ni manifestement prescrit aux termes de l'article 2926.1 C.c.Q., une opinion à laquelle souscrit la majorité.

1. Le délai de prescription de trois ans – Le régime de l'article 2926.1 C.c.Q.

L'article 2926.1 C.c.Q. dans son entièreté fait partie intégrante du régime de la prescription et l'alinéa 2 n'y fait pas exception¹⁰⁰. L'article 2926.1 C.c.Q. est de droit nouveau (adopté en 2013) et traite du délai applicable pour intenter une action en réparation du préjudice corporel résultant, comme en l'espèce, d'une agression à caractère sexuel. Ce délai de prescription est de 30 ans.

La prise de connaissance de la victime du fait que son préjudice est attribuable à un tel acte constitue le point de départ des délais énoncés à l'article 2926.1 C.c.Q.

La réduction du délai de prescription à trois ans, tel qu'il est prévu à l'alinéa 2, ne s'applique qu'aux recours visant la succession de la victime ou de l'auteur de l'acte, et non à ceux visant des tiers dont la responsabilité est recherchée pour leur propre faute ou pour le fait d'autrui¹⁰¹.

L'objectif de l'alinéa 2 de l'article 2926.1 C.c.Q. consiste à faciliter l'accès à la justice aux victimes d'infractions criminelles en reconnaissant les difficultés psychologiques auxquelles elles font face, qui se réalisent différemment lorsque c'est la succession de la victime qui entreprend le recours¹⁰².

Le juge Gascon rappelle que la déchéance ne se présume pas en droit québécois¹⁰³, tel qu'il est prévu de manière expresse à l'article 2878 C.c.Q., lequel précise que la déchéance doit résulter d'un texte exprès¹⁰⁴.

Si le délai de l'alinéa 2 en était un de déchéance, « la victime disposerait alors d'un maximum de trois ans à compter du décès de l'auteur de l'acte pour intenter son recours, et ce, même si le préjudice ne s'est pas encore manifesté »¹⁰⁵. Selon cette interprétation, le recours d'une victime pourrait dorénavant être déchu avant même d'être né¹⁰⁶. En considérant que l'alinéa 2 constitue un délai de déchéance mènerait ainsi à des conséquences illogiques, voire absurdes¹⁰⁷.

Sous cette nouvelle disposition, le point de départ pour calculer le délai de prescription court à compter du « moment où la victime prend connaissance du lien entre son préjudice et l'agression, plutôt qu'au moment même de l'agression », et réduit seulement la durée du délai prévue et « non le point de départ »¹⁰⁸.

Le point de départ en l'espèce constitue donc le moment de la prise de conscience du demandeur du fait que son préjudice est attribuable aux agressions qu'il aurait subies par les frères de la Congrégation, et ce, lors du visionnement de l'émission *Enquête* en 2011.

Selon le juge Gascon, à la simple lecture de la demande, « le recours de J.J. n'est [...] ni déchu ni manifestement prescrit »¹⁰⁹. Le juge Gascon conclut qu'il n'y a pas lieu de refuser d'autoriser l'action collective pour ces raisons¹¹⁰.

2. L'action collective contre la Congrégation

La Congrégation conteste la décision de la Cour d'appel sur la seule base qu'il n'y a aucun lien de droit entre elle-même et le demandeur, puisque les événements soulevés par celui-ci auraient eu lieu avant sa constitution en 2008¹¹¹. Le juge en première instance, en se fondant sur (1) l'état de renseignements de la Corporation Jean-Brilliant au registre des entreprises, et (2) un tableau des présumées victimes, conclut que le demandeur n'a pas établi une « cause défendable »¹¹².

Le juge Gascon confirme qu'il n'y a pas lieu de rejeter l'action collective contre la Congrégation à l'étape de l'autorisation. Selon lui, le juge en première instance s'est tenu à une application trop restrictive du critère prévu à l'article 575(2^o) du C.p.c. et qu'il a outrepassé son rôle de filtrage en se prononçant sur la valeur probante des pièces¹¹³.

Même si la Congrégation n'a été constituée qu'en 2008¹¹⁴, la preuve déposée démontre les éléments suivants, lesquels soutiennent l'existence d'une « cause défendable » pour la Congrégation¹¹⁵ qui n'est ni frivole ni manifestement insoutenable :

- Plusieurs des établissements de la Congrégation ont adopté la dénomination « Sainte-Croix » au fil des ans en utilisant notamment les noms « Congrégation de Sainte-Croix », « La Province canadienne des frères de Sainte-Croix »¹¹⁶, et que la Corporation Jean-Brilliant et la Congrégation ont six dirigeants en communs et le même domicile ;
- La Congrégation ne soulève pas l'argument basé sur le fait que les prétendus agresseurs pouvaient faire partie d'une communauté religieuse autre que celle qu'elle représente¹¹⁷ ; et
- La Congrégation accepte, en 2009, de prendre fait et cause pour la Corporation Jean-Brilliant dans le cadre d'un règlement intervenu à la suite du dépôt d'une autre demande d'autorisation relativement à des sévices sexuels qu'auraient commis des membres de la Congrégation. La Cour supérieure s'était alors prononcée sur le critère de l'apparence de droit et lui a ainsi permis d'autoriser l'action collective aux fins d'approbation du règlement intervenu entre les parties.¹¹⁸

La Cour indique également que la question de la levée du voile corporatif pour rechercher la responsabilité des administrateurs en est une qui doit être débattue au fond. Ainsi, l'argument de la Congrégation selon lequel la Cour d'appel aurait, à tort, levé le voile de la personnalité juridique pour autoriser l'exercice de l'action collective ne convainc pas le juge Gascon.

En l'espèce, il existe deux entités constituées sous la *Loi sur les corporations religieuses*¹¹⁹, soit la Corporation Jean-Brilliant et la Congrégation, qui représentent toutes deux les membres de la même communauté religieuse. C'est dans ce contexte que la Cour d'appel prend le soin de préciser que l'examen complet de la structure corporative de la Congrégation devra se faire au procès, vu l'existence d'une situation qu'elle estime à juste titre embrouillée. Elle ne suggère pas que la levée du voile de la personnalité juridique est justifiée ou nécessaire. Comme la Cour d'appel l'indique avec justesse selon le juge Gascon, il appartiendra aux parties de débattre de la structure corporative de la Congrégation lors de l'audience au fond et de présenter les arguments complets qu'ils jugeront alors appropriés¹²⁰.

Enfin, le recours du demandeur comporte une « cause défendable » (ou une « apparence de droit »¹²¹ pour reprendre les mots du juge Gascon) en vertu de l'article 575(2^o) C.p.c. compte tenu des allégations et des pièces déposées à leur soutien¹²².

3. L'action collective contre l'Oratoire

Le juge Gascon¹²³, partageant l'avis de la juge dissidente en Cour d'appel, estime que malgré l'approche généreuse favorisée par la jurisprudence en matière

d'autorisation, les allégations vagues, générales et imprécises du demandeur ne suffisent pas à établir l'existence d'une « cause défendable » à l'encontre de l'Oratoire, et est d'avis qu'il y a lieu de rétablir la conclusion de première instance à son égard.

La Cour d'appel était également divisée sur cet aspect ¹²⁴.

Selon le juge Gascon, il n'existe aucune assise factuelle appuyant « un raisonnement déductif rigoureux qui aille au-delà de simples suppositions ou de spéculations » ¹²⁵.

Selon le juge Gascon, désigner le lieu physique, propriété de l'Oratoire, où auraient eu lieu les agressions en cause, n'est pas suffisant.

De plus, on ne saurait confondre le lieu physique et le lien de droit essentiel à la constatation d'une relation commettant-préposé ¹²⁶. Le simple fait qu'un bureau qui appartient à l'Oratoire soit mis à la disposition d'un membre de la Congrégation ne signifie pas que l'Oratoire agissait en tant que commettant de ce membre.

Tout en reconnaissant que le seuil qui incombe à un demandeur à l'étape d'autorisation soit « peu élevé », le juge Gascon affirme qu'« il doit être franchi » ¹²⁷ :

[171] Bien que notre Cour ait indiqué dans les arrêts *Infineon* et *Vivendi* que le seuil de preuve requis au stade de l'autorisation d'une action collective est peu élevé, ce seuil minimal demeure et il doit être franchi. Pour s'acquitter de son fardeau, lequel consiste à établir l'existence d'une cause défendable, le demandeur doit alléguer des faits précis et palpables qui soutiennent sa cause d'action et appuient le syllogisme juridique qu'il propose. Comme l'a souligné notre Cour dans *Infineon*, même si cette condition préliminaire est « relativement peu exigeante », il n'en reste pas moins que, pour y satisfaire, « de simples affirmations sont insuffisantes sans quelque forme d'assise factuelle » : par. 134. Et s'il est loisible de s'appuyer sur les pièces déposées au soutien des affirmations de la demande pour démontrer l'existence d'une cause défendable, encore faut-il que les allégations ne demeurent pas simplement vagues, générales et imprécises (...) [Nos soulignements.]

Selon le juge Gascon, contrairement au recours contre la Congrégation, aucune allégation ou pièce déposée au soutien de la demande ne vient supporter les allégations génériques imputant une responsabilité à l'Oratoire ¹²⁸. Le demandeur s'en tient plutôt à des « généralités, qu'il ne détaille d'aucune manière » ¹²⁹. Selon le juge, ces allégations et pièces constituent des « conclusions de fait, sans assise factuelle, des argumentations juridiques ou des opinions » ¹³⁰.

On n'y retrouve également aucune pièce qui indique que l'Oratoire est effectivement sous la gouverne de membres de la communauté religieuse ¹³¹. Cependant, le juge Gascon convient que même si c'était le cas, « cela ne serait pas suffisant en soi pour établir l'existence d'une cause défendable fondée sur la responsabilité de l'Oratoire en l'absence d'allégations précises et palpables » ou du « lien de préposition » en invoquant au minimum que des membres de la Congrégation étaient des préposés de l'Oratoire ¹³².

Pour reprendre les mots du juge Gascon, il incombe au demandeur d'établir une « cause défendable » pour chaque entité qu'il poursuit et certes, l'interprétation dite large des conditions d'autorisation ne va « pas jusqu'à permettre de présumer l'existence d'un élément essentiel à la démonstration d'une cause défendable » ¹³³.

En l'absence d'allégations « précises ou palpables » de négligence de la part de l'Oratoire et de l'existence de son lien de préposition avec les membres de la communauté religieuse de Sainte-Croix, le syllogisme juridique requis, selon lequel il serait possible d'attribuer à l'Oratoire la même responsabilité pour les gestes commis par la Congrégation par le biais de ses membres qui ont contribué à fonder l'Oratoire, n'est pas établi.

Le recours contre l'Oratoire doit être rejeté comme la condition d'apparence de droit de l'article 575(2^o) C.p.c. n'est pas remplie.

D. La dissidence de la juge Côté

La juge Côté aurait accueilli les deux pourvois.

Elle affirme être d'accord avec le juge Gascon pour accueillir l'appel de l'Oratoire puisque les allégations de la demande d'autorisation sont trop vagues, générales et imprécises pour satisfaire à la condition de l'article 575(2^o) C.p.c. Cependant, elle déclare que l'appel de la Congrégation aurait dû être également accueilli étant donné que le demandeur n'a pas pu démontrer l'existence d'un lien entre lui et cette dernière, qui n'a été créé qu'après les abus allégués, soit en 2008 ¹³⁴.

1. Les principes généraux

La juge Côté réitère les principes énoncés dans *Infineon* et *Vivendi* selon lesquels le fardeau du demandeur consiste à démontrer l'existence d'une cause défendable et que le syllogisme juridique doit être « clair, complet et rigoureux » ¹³⁵.

Selon la juge Côté, et contrairement à l'opinion majoritaire, le critère d'une « cause défendable » ne « varie pas en fonction du contexte particulier de l'affaire » ¹³⁶ :

[213] Je conclurai sur l'interprétation de l'art. 575(2) C.p.c. en ajoutant simplement que — contrairement à ce que suggèrent les motifs de la Cour d'appel — le critère applicable permettant de déterminer si la condition a été remplie ne varie pas en fonction du contexte particulier de l'affaire (voir par. 18, 48, 52 et 92). Dans tous les cas, les faits allégués doivent révéler une cause défendable reposant sur un syllogisme juridique clair, complet et rigoureux. Tout au plus, le juge d'autorisation doit se montrer sensible aux difficultés de preuve que soulèvent certaines affaires à l'étape de l'autorisation, c'est-à-dire avant la tenue d'interrogatoires préalables et la communication d'éléments de preuve.

2. L'absence d'une cause défendable à l'encontre de la Congrégation

La juge estime que le juge de première instance avait raison de conclure que ces conditions n'ont pas été remplies, car le demandeur n'a pas pu démontrer comment la Congrégation saurait être tenue responsable des actes commis avant sa constitution ¹³⁷. La Congrégation, constituée en 2008, n'aurait fait l'objet d'aucune fusion ou continuation, faits non contestés figurant à l'état des renseignements ¹³⁸. Même s'il est vrai que le juge au stade de l'autorisation doit éviter de faire une lecture trop rigoureuse de la demande, il doit tout de même s'en tenir aux faits allégués et ne peut chercher à les compléter ¹³⁹.

La juge écarte l'argument de la Cour d'appel voulant que, sur le plan juridique, la Congrégation et la Corporation Jean-Brillant seraient une seule entité, sans égard aux règles applicables aux personnes morales ¹⁴⁰ et que la Congrégation « n'est que l'instrument d'une communauté religieuse qui existait au moment des faits reprochés » ¹⁴¹. Selon la juge, il ne s'agit pas d'une structure complexe qui requiert qu'un juge au fond examine la preuve de manière approfondie ¹⁴². S'il y a un « brouillard » sur le plan factuel, c'est en raison de l'insuffisance des faits allégués qui ne permettent pas « d'inférer de la demande un syllogisme juridique clair, complet et rigoureux » ¹⁴³.

En ce qui a trait au soulèvement du voile corporatif prévu à l'article 317 du C.c.Q., la juge Côté est d'avis que pour imputer une responsabilité civile d'une entité juridique à une autre, il faut forcément « faire abstraction de leur personnalité juridique » ¹⁴⁴. Toutefois, elle convient qu'aucune allégation ni pièce ne soutient le syllogisme juridique fondé sur ce concept.

En outre, « une action collective ne peut être autorisée à l'égard d'une partie défenderesse sur la seule base de ses liens étroits avec d'autres entités » ¹⁴⁵.

Finalement, la juge conclut qu'il y a lieu de rétablir le jugement de première instance rejetant la demande d'autorisation à l'égard de la Congrégation et de l'Oratoire ¹⁴⁶. Toutefois, elle demeure silencieuse quant à ses motifs au soutien du rejet de l'action contre l'Oratoire :

[236] Enfin, en ce qui a trait à l'Oratoire, j'ai évidemment pris connaissance des motifs exposés par mon collègue le juge Brown quant à certaines autres

conditions d'autorisation de l'art. 575 C.p.c. Il ne me paraît pas opportun d'y répondre. Mon silence ne signifie cependant pas que j'y souscris.

3. Le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 2926.1 C.c.Q.

Pour reprendre textuellement les propos divergents de la juge Côté sur ce point, nous avons reproduit ci-dessous le sommaire de ses motifs¹⁴⁷ :

- Bien que la juge entretienne un doute quant à savoir si un délai de déchéance a été créé, elle estime que le décès de la victime ou de l'auteur de l'acte constitue un point de départ distinct de celui prévu au premier alinéa.
- Le délai prévu au deuxième alinéa demeure susceptible de suspension, sauf pour cause d'ignorance du lien entre l'acte reproché et le préjudice subi.
- La juge est d'avis que le délai abrégé prévu au deuxième alinéa est opposable à toutes les actions concernées, que celles-ci soient dirigées contre l'auteur de l'acte, contre sa succession ou contre un tiers.
- Que le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 2926.1 C.c.Q. en soit un de prescription ou de déchéance, il n'aurait pas éteint rétroactivement le droit d'action de l'intimé.

Selon la juge, le décès de la victime ou de l'auteur de l'acte constitue le point de départ du délai de prescription, lequel est distinct de celui prévu à l'article 2926.1, al. 1 C.c.Q.¹⁴⁸. Ce n'est donc pas la prise de connaissance par la victime du lien entre son préjudice et l'agression qui déclenche le point de départ du calcul¹⁴⁹.

Le deuxième alinéa de l'article 2926.1 C.c.Q. est applicable aux actions en réparation du préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel qui a comme objectifs d'assurer la préservation de la preuve et d'assurer l'intégrité du processus contradictoire¹⁵⁰.

Il semble que le législateur a prévu, à titre de solution, un délai de trois ans à compter de la date de décès de la victime ou de l'auteur de l'acte, et ce, peu importe que la victime ait préalablement fait ou non le lien entre l'acte et le préjudice subi.

Comme le deuxième alinéa de l'art. 2926.1 C.c.Q. prévoit un point de départ distinct de la prescription, indépendant de celui fixé au premier alinéa, il semble que l'ignorance du lien entre l'acte reproché et le préjudice subi ne peut constituer une cause de suspension du délai prévu au deuxième alinéa. L'interprétation contraire irait à l'encontre de l'intention du législateur de faire courir le délai à compter du décès, et non à compter de la prise de connaissance du lien¹⁵¹. Toutefois, si le délai de 30 ans prévu au premier alinéa commence à courir, ce délai « est simplement ramené à trois ans »¹⁵².

Contrairement à la majorité, la juge estime également que le délai abrégé est opposable à l'encontre d'une action contre de l'auteur de l'acte ainsi que des tiers¹⁵³.

En ce qui a trait à l'effet rétroactif de cette nouvelle disposition, la juge s'exprime comme suit :

[282] En l'espèce, il est manifeste que l'art. 13 de la loi modificatrice attribue un effet rétroactif au point de départ prévu au premier alinéa, lequel est déclaratoire de par sa nature même, mais il n'en va pas de même du nouveau point de départ établi par le deuxième alinéa. Du reste, il serait invraisemblable que le législateur ait eu l'intention, sans s'en exprimer plus clairement, d'éteindre subitement et irrémédiablement le droit d'action des victimes dont les agresseurs sont décédés plus de trois ans avant l'entrée en vigueur de la loi modificatrice.

En somme, l'introduction d'un nouveau point de départ fixé au moment du décès n'aurait pas d'incidence, en l'espèce, sur le droit d'action du demandeur.

III- LE COMMENTAIRE DE L'AUTEUR

L'arrêt commenté est à la fois complexe et polyphonique. C'est ce deuxième aspect – celui de la multiplicité des voix et de leur manque de concordance – qui soulève le plus de questions.

Avant d'aborder cet aspect, il est important de noter d'emblée qu'une majorité de la Cour suprême vient clore le débat concernant le renforcement des critères d'autorisation. Cette idée, longtemps promue par les avocats de la défense, a récemment été reprise par la juge Savard de la Cour d'appel dans l'arrêt *Whirlpool Canada c. Gaudette*. Dans un *obiter* percutant, elle énonce que « [c]ertains prônent la suppression de cette autorisation [prévue à l'article 575 C.p.c.], d'autres, dont je suis, suggèrent plutôt de la renforcer »¹⁵⁴. La juge Savard ajoute qu'« il faut s'assurer que l'action collective puisse jouer son véritable rôle et ne soit pas utilisée à des fins autres que celles pour lesquelles une telle voie procédurale existe »¹⁵⁵. Selon la majorité, toutefois, il n'est « pas opportun que la Cour suprême “renforce” le processus d'autorisation ou autrement “révise” ses arrêts *Infineon* et *Vivendi*, dont il est par ailleurs possible de dire qu'ils ont été entérinés par le législateur québécois lors de l'entrée en vigueur du nouveau C.p.c. le 1^{er} janvier 2016 »¹⁵⁶.

Tout en écartant une approche plus exigeante, le raisonnement de la majorité écarte également (bien qu'implicitement) l'*obiter* tout aussi percutant de la juge Bich dans l'arrêt *Charles c. Boiron Canada inc.*, dans le cadre duquel elle pose la question suivante : « L'action collective [...] n'est plus une institution procédurale nouvelle, elle a conquis ses galons, elle est connue et bien intégrée au processus judiciaire : a-t-on toujours besoin que la porte d'entrée soit verrouillée et doit être déverrouillée au cas par cas, de cette manière ? »¹⁵⁷ La réponse est forcément « oui » puisque, comme l'observe la majorité en l'espèce, le nouveau C.p.c. entérine à la fois les critères d'autorisation et l'interprétation « souple » que préconise la Cour suprême à leur égard.

Outre la question politique du renforcement (ou de la proscription totale) des critères d'autorisation, il y a celle de l'appréciation jurisprudentielle de ces critères à la lumière des arrêts *Infineon* et *Vivendi*. Entre autres, la Cour suprême énonce dans ces affaires qu'à « l'étape de l'autorisation, les faits allégués dans la requête du requérant sont tenus pour avérés. Le fardeau imposé au requérant à cette étape consiste à établir une cause défendable, quoique les allégations de fait ne puissent être “vague[s], générale[s] [ou] imprécise[s]” »¹⁵⁸. La Cour énonce de plus que « bien que cette condition [de démontrer une cause défendable] soit relativement peu exigeante, de simples affirmations sont insuffisantes sans quelque forme d'assise factuelle »¹⁵⁹.

Malgré ces enseignements, l'arrêt commenté illustre l'ambiguïté qui les entoure. Selon une majorité de cinq juges, des allégations larges et génériques, qui sont contextualisées par des éléments de preuve versés au dossier de la cour, sont suffisantes pour justifier l'autorisation d'une action collective contre une corporation (religieuse en l'occurrence) alors qu'il n'y a aucun fait démontrant qu'elle avait effectivement connaissance des gestes fautifs en question ou qu'elle aurait essayé de les dissimuler. La possible responsabilité de l'intimée se fonde plutôt sur la prémisse que les auteurs de ces gestes fautifs étaient sous son contrôle en raison de la composition de son conseil d'administration.

Cependant, pour le juge Gascon (ainsi que le juge en chef Wagner et le juge Rowe), l'allégation qu'un acte fautif aurait eu lieu dans la propriété d'une partie intimée n'est pas suffisante pour établir la responsabilité directe de ce dernier, surtout si les éléments de preuve ne portent pas précisément sur cette intimée :

[185] Comme notre Cour le souligne dans l'arrêt *Marcotte c. Longueuil (Ville)*, 2009 CSC 43, [EYB 2009-164625](#) (CanLII), [2009] 3 R.C.S. 65, la loi constitue la source première de la procédure civile du Québec, et l'action collective n'y fait pas exception : par. 18. Aux termes de l'art. 575(2) C.p.c., tout demandeur est tenu d'alléguer des faits qui paraissent justifier les conclusions recherchées. Lorsque cette condition n'est pas remplie, l'exercice d'une action collective doit être refusé. Autoriser l'action collective projetée contre l'Oratoire sur la foi des allégations formulées dans la demande de J.J. et des pièces limitées qu'il présente à cet égard réduirait à bien peu le seuil minimal dont fait état notre Cour dans les arrêts *Infineon* et *Vivendi*, au point de rendre futile la condition prévue à l'art. 575(2) C.p.c. L'obligation d'avancer davantage que des allégations vagues, générales ou imprécises demeure, et elle doit conserver tout son sens et sa portée. (Nos

soulignements)

Le raisonnement de la juge Côté – qui favorise une conception plus robuste des critères d'autorisation à l'intérieur des limites tracées par les arrêts *Infineon* et *Vivendi* – abonde dans le même sens :

[206] À ce chapitre, tout comme mon collègue le juge Gascon (par. 185), je suis d'avis que les tribunaux doivent se garder d'abaisser la « norme relativement peu exigeante » décrite par la Cour dans *Infineon* (par. 89) et d'en faire une simple formalité. Notamment, il convient de rappeler que le rôle du juge d'autorisation ne se limite pas à filtrer les demandes frivoles ou manifestement mal fondées. Écarter de telles demandes constitue certes l'un des *objectifs* du processus d'autorisation, mais il ne s'agit pas du *critère* retenu par le législateur (voir *Infineon*, par. 61 et 65). L'art. 575 C.p.c. précise que le juge autorise l'action collective uniquement si les conclusions recherchées paraissent justifiées au regard des faits allégués et si, bien sûr, les autres conditions sont remplies (*Vivendi*, par. 37). Le fardeau du demandeur est donc plus exigeant et ne consiste pas simplement à établir que sa demande n'est pas frivole ou manifestement mal fondée [...]. (Nos soulignements)

Plus qu'une divergence d'application, il existe une divergence conceptuelle parmi les juges de la Cour suprême quant à la nature et la portée de l'autorisation. Pour la majorité, des allégations minimalistes appuyées par une preuve contextuelle et complétée par certaines déductions logiques et juridiques peuvent s'avérer suffisantes, dans leur ensemble, pour démontrer une cause défendable. Mais pour les juges dissidents, les tribunaux ne sauraient combler les lacunes de la demande d'autorisation à l'aide d'inférences qui font abstraction des allégations et de la preuve. Comme l'observe le juge Gascon, « [s]i, aux termes des arrêts *Infineon* et *Vivendi*, il faut interpréter et appliquer avec largesse les conditions d'autorisation, dont celle relative au caractère suffisant des faits allégués — lesquels sont tenus pour avérés — des allégations qui ne restent que vagues, générales et imprécises ne permettent pas aux juges de présumer l'existence de ce qui ne s'y trouve pas, pas plus que d'inférer ce qui aurait pu y avoir été écrit »¹⁶⁰. Lire entre les lignes d'une demande d'autorisation n'est pas assimilable à « présumer l'existence de ce qui ne s'y trouve pas, pas plus que d'inférer ce qui aurait pu y avoir été écrit »¹⁶¹.

Cette divergence conceptuelle est d'autant plus frappante lorsqu'on considère que le raisonnement de la majorité se heurte à celui des trois juges civilistes de la Cour (dont le juge en chef Wagner, qui a rédigé les arrêts *Infineon* et *Vivendi* avec le juge LeBel). En principe, ces juges civilistes, issus d'une tradition juridique distincte, ont comme rôle d'assurer l'évolution cohérente du droit substantif et procédural du Québec.

Loin de clarifier ou d'améliorer le droit en matière d'action collective, l'arrêt commenté risque de le complexifier en proposant des modèles conceptuels différents et irréciliables. Bien que le raisonnement de la majorité soit celui qui devra maintenant prévaloir, ce raisonnement, qui vient contrecarrer celle des juges civilistes, risque d'encourager l'autorisation d'actions collectives qui se fondent sur des affirmations, des conclusions juridiques et un début de preuve qui est tout aussi dépourvu de faits palpables. La ligne séparant l'intendance judiciaire de l'automatisme devient ainsi encore plus difficile à tracer, ce qui compliquera le rôle des juges de première instance qui doivent décider de l'autorisation, et des praticiens qui doivent conseiller leurs clients.

CONCLUSION

Selon une majorité de la Cour suprême, des allégations minimalistes appuyées par une preuve contextuelle et complétée par certaines déductions logiques et juridiques peuvent s'avérer suffisantes, en leur ensemble, pour démontrer une cause défendable.

* M^e Shaun E. Finn, avocat et coresponsable de l'équipe stratégique en défense d'actions collectives du cabinet BCF, Avocats d'affaires, concentre sa pratique en litige commercial, principalement en défense d'actions collectives visant des entreprises, des institutions financières et des sociétés d'État. Il enseigne également en matière d'actions collectives à la Faculté de droit de l'Université McGill à titre de chargé de cours. Il tient à remercier M^{me} Audrée Anne Barry, stagiaire, et M^{me} Claudia D'lorio, étudiante, pour leur précieuse collaboration.

¹ LRC (1985), c. S-26.

² 2019 CSC 35, [EYB 2019-312410](#).

³ Loui-Samuel PERRON, « Actions collectives : c'est payant, mais pour qui ? », *La Presse+*, édition du 23 juin 2019.

⁴ Par. 91 et 216 de la décision commentée.

⁵ Par. 92 de la décision commentée.

⁶ Par. 92 de la décision commentée.

⁷ La personne morale ayant aujourd'hui pour objets d'organiser, d'administrer et de maintenir cette communauté religieuse.

⁸ L'établissement dans lequel le demandeur aurait personnellement subi des agressions sexuelles.

⁹ Par. 1 et 85 de la décision commentée.

¹⁰ Par. 94 et 174 de la décision commentée.

¹¹ Par. 174 de la décision commentée.

¹² Par. 174 de la décision commentée.

¹³ Par. 174 de la décision commentée.

¹⁴ Par. 94 de la décision commentée.

¹⁵ Par. 2 de la décision commentée.

¹⁶ Par. 2 de la décision commentée.

¹⁷ Par. 2 de la décision commentée.

¹⁸ Par. 2 de la décision commentée.

¹⁹ Par. 175 de la décision commentée.

²⁰ Par. 2 de la décision commentée.

²¹ *J.J. c. Province canadienne de la Congrégation de Sainte-Croix*, 2015 QCCS 3583, [EYB 2015-255143](#).

- [22.](#) Par. 96 de la décision commentée.
- [23.](#) Par. 98 de la décision commentée.
- [24.](#) Par. 95 de la décision commentée.
- [25.](#) Par. 114 de la décision commentée.
- [26.](#) *J.J. c. Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal*, 2017 QCCA 1460, [EYB 2017-284792](#).
- [27.](#) Par. 100 de la décision commentée.
- [28.](#) Par. 101 de la décision commentée.
- [29.](#) Par. 102 de la décision commentée.
- [30.](#) Par. 102 de la décision commentée.
- [31.](#) *J.J. c. Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal*, 2017 QCCA 1460, [EYB 2017-284792](#), par. 128.
- [32.](#) Par. 104 de la décision commentée citant le par. 137 de la décision de la Cour d'appel.
- [33.](#) Les motifs du jugement majoritaire ont été rédigés par le Juge Brown, avec l'accord des juges Abella, Moldaver, Karakatsanis et Martin (par. 1 à 83). Le juge en chef Wagner et les juges Gascon et Rowe sont dissidents en partie (par. 84-189) et la juge Côté est dissidente (par. 190 à 287).
- [34.](#) Par. 7 de la décision citant *Vivendi Canada inc. c. Dell'Aniello*, [2014] 1 RCS 3, [EYB 2014-231631](#) et *Infineon Technologies AG c. Option consommateurs*, [2013] 3 RCS 600, [EYB 2013-228582](#).
- [35.](#) Par. 10 de la décision commentée.
- [36.](#) Par. 10 de la décision commentée en citant *Vivendi*, par. 34.
- [37.](#) Par. 10 de la décision commentée en citant *Vivendi*, par. 35.
- [38.](#) Par. 7 de la décision commentée, citant *Vivendi Canada inc. c. Dell'Aniello*, [2014] 1 RCS 3, [EYB 2014-231631](#), par. 60.
- [39.](#) Par. 8 de la décision commentée citant *Infineon Technologies AG c. Option consommateurs*, [2013] 3 RCS 600, [EYB 2013-228582](#), par. 60.
- [40.](#) Par. 44 de la décision commentée.
- [41.](#) Par. 18 de la décision commentée.
- [42.](#) Par. 19 de la décision commentée.
- [43.](#) Par. 21 de la décision commentée.
- [44.](#) Par. 21 de la décision commentée.
- [45.](#) Par. 22 de la décision commentée.
- [46.](#) Par. 21 de la décision commentée, citant les par. 108-109 de la décision de la Cour d'appel.
- [47.](#) Par. 21 de la décision commentée, citant le par. 111 de la décision de la Cour d'appel.
- [48.](#) Par. 21 de la décision commentée, citant le par. 57 de la décision de la Cour d'appel.
- [49.](#) Par. 24-26 de la décision commentée.
- [50.](#) Par. 23 de la décision commentée.
- [51.](#) Par. 26 de la décision commentée.
- [52.](#) Par. 26 de la décision commentée.
- [53.](#) Par. 25 de la décision commentée.
- [54.](#) Par. 24 de la décision commentée.
- [55.](#) Par. 24 de la décision commentée, en citant les motifs de la Cour d'appel par. 59-60 et 82-86.
- [56.](#) Par. 32 de la décision commentée.
- [57.](#) *Infineon*, par. 149.
- [58.](#) Par. 32 de la décision commentée.
- [59.](#) Par. 35 de la décision commentée.
- [60.](#) Par. 36 de la décision commentée.
- [61.](#) S.Q. 1916, c. 90 ; par. 37 de la décision commentée.
- [62.](#) Par. 38 de la décision commentée.
- [63.](#) Par. 36 de la décision commentée, citant les par. 111 et 137 de la décision de la Cour d'appel.

- [64.](#) Par. 36 de la décision commentée.
- [65.](#) Par. 41 de la décision commentée.
- [66.](#) Par. 42 de la décision commentée.
- [67.](#) Par. 42 de la décision commentée citant *Sibiga*, au par. 51.
- [68.](#) Par. 43 de la décision commentée, citant *Vivendi*, aux par. 52-53.
- [69.](#) Par. 44 de la décision commentée.
- [70.](#) Par. 45 de la décision commentée, citant *Vivendi*, au par. 46.
- [71.](#) Par. 46 de la décision commentée.
- [72.](#) Par. 50 de la décision commentée.
- [73.](#) Par. 54 de la décision commentée.
- [74.](#) Par. 50 de la décision commentée.
- [75.](#) Par. 50 de la décision commentée.
- [76.](#) Par. 55 de la décision commentée.
- [77.](#) Par. 51 de la décision commentée.
- [78.](#) Par. 58 de la décision commentée, citant *Vivendi*, au par. 37, et *Infineon*, aux par. 65 et 67.
- [79.](#) Par. 58 de la décision commentée, citant *Infineon*, aux par. 80, 100, 101, 130, 136 et 144.
- [80.](#) Par. 58 de la décision commentée citant *Infineon*, au par. 61 et *Pharmascience inc. c. Option Consommateurs*, 2005 QCCA 437, [EYB 2005-89683](#), au par. 25.
- [81.](#) Par. 60 de la décision commentée.
- [82.](#) Par. 63 de la décision commentée.
- [83.](#) Par. 63 de la décision commentée.
- [84.](#) Par. 63 de la décision commentée.
- [85.](#) Par. 64 de la décision commentée.
- [86.](#) Par. 68 de la décision commentée.
- [87.](#) Par. 69 de la décision commentée.
- [88.](#) Par. 69 de la décision commentée.
- [89.](#) Par. 70 de la décision commentée.
- [90.](#) Par. 71 de la décision commentée.
- [91.](#) Par. 74 de la décision commentée.
- [92.](#) Par. 79 de la décision commentée.
- [93.](#) Par. 79 de la décision commentée citant *Sibiga c. Fido Solutions inc.*, 2016 QCCA 1299, [EYB 2016-268978](#), par. 51.
- [94.](#) Par. 80 de la décision commentée.
- [95.](#) Par. 81 de la décision commentée.
- [96.](#) Par. 82 de la décision commentée, citant *Option Consommateurs c. Merck & Co. inc.*, 2013 QCCA 57, [EYB 2013-216651](#), aux par. 20 et 24.
- [97.](#) Par. 82 de la décision commentée.
- [98.](#) *Banque de Montréal c. Marcotte*, [2014] 2 RCS 725, [EYB 2014-242090](#), aux par. 37-47.
- [99.](#) Par. 83 de la décision commentée.
- [100.](#) Par. 115 de la décision commentée.
- [101.](#) Par. 116 de la décision commentée.
- [102.](#) Par. 119 de la décision commentée.
- [103.](#) Par. 125 de la décision commentée.
- [104.](#) Par. 125 de la décision commentée.
- [105.](#) Par. 134 de la décision commentée.
- [106.](#) Par. 135 de la décision commentée.
- [107.](#) Par. 135 de la décision commentée.

[108.](#) Par. 139 et 142 de la décision commentée.

[109.](#) Par. 88 de la décision commentée.

[110.](#) Par. 155 de la décision commentée.

[111.](#) Par. 156 de la décision commentée.

[112.](#) Par. 158 de la décision commentée.

[113.](#) Par. 159 de la décision commentée.

[114.](#) Par. 87 de la décision commentée.

[115.](#) Par. 164 de la décision commentée.

[116.](#) Par. 160 de la décision commentée.

[117.](#) Par. 162 de la décision commentée.

[118.](#) Par. 165 de la décision commentée.

[119.](#) RLRQ, c. C-71.

[120.](#) Par. 77 de la décision commentée.

[121.](#) Par. 165 et 166 de la décision commentée.

[122.](#) Par. 163 de la décision commentée.

[123.](#) Par. 167 de la décision commentée.

[124.](#) Par. 167 de la décision commentée.

[125.](#) Par. 170 de la décision commentée.

[126.](#) Par. 184 de la décision commentée.

[127.](#) Par. 171 de la décision commentée.

[128.](#) Par. 170 de la décision commentée.

[129.](#) Par. 174 de la décision commentée.

[130.](#) Par. 175 de la décision commentée.

[131.](#) Par. 180 de la décision commentée.

[132.](#) Par. 180 et 183 de la décision commentée.

[133.](#) Par. 177 de la décision commentée.

[134.](#) Par. 192 de la décision commentée.

[135.](#) Par. 197 à 202 de la décision commentée.

[136.](#) Par. 213 de la décision commentée.

[137.](#) Par. 217 de la décision commentée.

[138.](#) Par. 217 de la décision commentée.

[139.](#) Par. 212 de la décision commentée.

[140.](#) Par. 219 de la décision commentée.

[141.](#) Par. 219 de la décision commentée.

[142.](#) Par. 231 de la décision commentée.

[143.](#) Par. 231 de la décision commentée.

[144.](#) Par. 226 de la décision commentée.

[145.](#) Par. 230 de la décision commentée.

[146.](#) Par. 235 de la décision commentée.

[147.](#) Par. 237 de la décision commentée.

[148.](#) Par. 248 de la décision commentée.

[149.](#) Par. 248 de la décision commentée.

[150.](#) Par. 263 de la décision commentée.

[151.](#) Par. 266 de la décision commentée.

[152.](#) Par. 252 de la décision commentée.

[153.](#) Par. 270 de la décision commentée.

[154.](#) 2018 QCCA 1206, [EYB 2018-296790](#), par. 29.

[155.](#) *Ibid.*

[156.](#) Par. 62 de la décision commentée.

[157.](#) 2016 QCCA 1716, [EYB 2016-271842](#), par. 71.

[158.](#) *Infineon Technologies AG c. Option consommateurs*, [2013] 3 RCS 600, [EYB 2013-228582](#), par. 67.

[159.](#) *Ibid.*, par. 134.

[160.](#) Par. 186 de la décision commentée.

[161.](#) Par. 187 de la décision commentée.

Date de dépôt : 16 juillet 2019

Éditions Yvon Blais, une société Thomson Reuters.
©Thomson Reuters Canada Limitée. Tous droits réservés.